

# NON A LA LRU 2

## Mobilisons-nous contre le projet de loi ESR toujours inacceptable !

Alors que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont en grandes difficultés après plusieurs années de forte diminution des budgets récurrents, d'une détérioration continue des conditions d'étude et de travail et d'une précarisation croissante des personnels, ce projet de loi n'apporte pas les ruptures indispensables avec les orientations néfastes de la loi Liberté et Responsabilité des Universités (LRU) et du Pacte pour la Recherche, ni les réponses aux attentes de la communauté universitaire.

Le projet de loi, débattu pendant un passage-éclair à l'Assemblée Nationale du 22 au 28 mai, ne reflète pas les revendications portées depuis 2009, ni celles qui se sont exprimées en parallèle des Assises de l'ESR, aux débats pourtant soigneusement cadrés et limités. **Il n'apporte pas la rupture indispensable avec la loi LRU et la loi Pacte pour la recherche.** Pire, certains aspects pourraient être aggravés : citons les « communautés d'universités et d'établissements », qui associeraient des établissements d'enseignement public (voire privé) et les organismes de recherche, dans la perspective de création d'une trentaine de mastodontes, dans lesquels collégialité et vie démocratique seront réduits à la portion congrue. Cette loi assigne comme principale mission à la recherche le « transfert » de ses résultats vers les entreprises, au lieu de s'en tenir à celle, évidente, de leur valorisation et de leur rayonnement dans la société. Grâce au « transfert », les entreprises se dédouaneraient du développement de leur recherche propre et ne seraient pas soumises à contrepartie. A cela, s'ajoutent les risques associés à l'acte III de la décentralisation avec la mise en place de schémas régionaux des formations et de la recherche, notamment.

Ce projet de loi exclut tout moyen supplémentaire, alors qu'une augmentation des moyens et un volet de programmation budgétaire sont indispensables pour permettre à l'ESR de remplir ses missions et pour résorber la précarité.

**Les établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche, leurs personnels doivent pouvoir remplir leurs missions fondamentales de formation et de recherche au bénéfice de tous.**

Les organisations soussignées veulent une véritable rupture avec les politiques précédentes et exigent notamment :

- **l'abrogation des lois Pacte Recherche et LRU, l'abandon de l'actuel projet de loi et l'ouverture d'une véritable négociation pour une loi d'orientation et de programmation à la hauteur des besoins ;**
- **une augmentation substantielle des moyens d'Etat** (dotations, plan pluri-annuel de créations d'emplois à hauteur d'au moins 5000 postes par an pendant 5 ans toutes catégories confondues) pour permettre la titularisation des précaires (et, en attendant, l'arrêt des non-renouvellements des contrats de CDD), pour revenir sur les gels d'emplois, pour répondre aux besoins des formations et améliorer l'encadrement, pour augmenter les soutiens de base des laboratoires au lieu des financements sur projets (ANR, IDEX...) ;
- **la gestion nationale des personnels de toutes catégories ; l'abandon des RCE dans les universités ; l'amélioration des statuts de l'ensemble des personnels de l'ESR ;**
- **l'amélioration des conditions d'études (gratuité, logements étudiants, « revenus d'autonomie » ...)**
- **la régulation nationale pour assurer l'égalité sur le territoire ;**
- **la valeur nationale des diplômes et la reconnaissance collective des qualifications, pour garantir l'accès à un emploi et un salaire correspondants à la qualification ;**
- **la prédominance des élus de la communauté scientifique dans les instances statutaires d'évaluation des collectifs de recherche.**

C'est bien une toute autre loi qu'il faut pour l'ESR que celle qui est proposée à l'Assemblée Nationale.

**Soyons nombreux au rassemblement  
mercredi 22 mai de 12h à 14h Place Guichard<sup>1</sup> - Lyon 3<sup>e</sup>.  
pour exiger une autre loi ESR !**

SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNTRS-CGT, FERCSUP-CGT, SUD-Recherche, SUD Education, SNPREES-FO, SLR

<sup>1</sup> repli salle de conférences de la Bourse du travail en cas de pluie !